

Renforcer la démocratie et protéger l'espace civique

PROJET D'ENGAGEMENT POUR LE 5^e PLAN D'ACTION NATIONAL DU CANADA POUR UN GOUVERNEMENT OUVERT (2022-2024)

Problème à régler

Énoncé de problème : il est nécessaire de prendre des mesures pour garantir une démocratie saine et inclusive au Canada.

Contexte : les gouvernements démocratiques sont tenus de mettre en place les mesures appropriées afin que toutes les personnes, y compris celles qui sont les plus marginalisées, puissent participer aux décisions qui les concernent. La démocratie doit être inclusive, sûre et participative afin de progresser.

La tenue d'élections libres, justes et équitables est la première étape essentielle. Il est important de conserver tous les droits, les mécanismes et les institutions qui composent une saine démocratie, par exemple, la liberté de presse, un système judiciaire indépendant et la tenue d'élections libres, justes et équitables, tout en tenant compte des possibilités et des défis que présente l'évolution rapide des technologies numériques. Par exemple, les comportements en ligne observés en période électorale et l'écllosion de la pandémie de COVID-19 ont démontré une fois de plus comment la propagation de la désinformation peut avoir des conséquences néfastes pour la santé de notre démocratie et la vie des personnes.

Pour que la démocratie fonctionne pour toute la population, le gouvernement du Canada doit promouvoir la cohésion sociale en luttant activement contre la désinformation, en maintenant des élections justes et équitables, et en protégeant l'espace civique en ligne et hors ligne d'une manière inclusive.

Pour d'autres renseignements sur les commentaires reçus des Canadiens et de la société civile et les pratiques exemplaires internationales, veuillez lire ce document d'information thématique.

Titre de l'engagement

Renforcer la démocratie et protéger l'espace civique

Ministères et organismes responsables

1. Patrimoine canadien
2. Bureau du Conseil privé
3. Affaires mondiales Canada
4. Sécurité publique Canada
5. Centre de recherches pour le développement international

Jalons et indicateurs

1. Jalon : prendre des mesures pour s'attaquer à la propagation croissante de la désinformation au Canada et aux conséquences qui en découlent pour la santé de notre démocratieⁱ

Indicateurs

- 1.1 **Sommet pour la démocratie** – Les projets reçoivent le soutien du [Programme de contributions en matière de citoyenneté numérique](#) et ont pour objectif premier de lutter contre la désinformation en ligne et d'autres préjudices dans un contexte canadien afin de mieux comprendre leurs origines, leurs répercussions et les mesures d'intervention possibles pour lutter contre la désinformation en ligne (d'ici mars 2023).
- 1.2 **Sommet pour la démocratie** – Les projets sont appuyés par [l'Initiative conjointe](#) de Patrimoine canadien et du Conseil de recherches en sciences humaines et visent à combattre la désinformation en ligne et d'autres préjudices dans un contexte canadien (d'ici mars 2023).
- 1.3 **Sommet pour la démocratie** – La conférence annuelle de l'Initiative de citoyenneté numérique réunissant des intervenants a lieu afin de renforcer les capacités et de favoriser le transfert des connaissances (d'ici février 2022 et février 2023).
- 1.4 **Sommet pour la démocratie** – De nouveaux modèles sont étudiés et permettent d'offrir des dons privés et un soutien philanthropique pour un journalisme et des nouvelles locales de confiance, professionnels et à but non lucratif (d'ici mars 2024).
- 1.5 **Sommet pour la démocratie** – L'Initiative sur le journalisme local appuie l'embauche de journalistes pour fournir une couverture médiatique aux collectivités mal desservies au Canada et contribuer à un écosystème de nouvelles sain, diversifié et fiable (d'ici mars 2024).
- 1.6 Diriger un groupe de travail multi-intervenants pour définir des priorités internationales liées à la diversité des contenus en ligne, et en assurer la concrétisation (d'ici mars 2023).
- 1.7 Mettre la touche finale à des actions volontaires en tenant compte des principes directeurs sur la diversité des contenus en ligne (d'ici décembre 2022).
- 1.8 Les pays, le secteur privé et les organisations de la société civile adhèrent aux principes directeurs et s'engagent à faire avancer des actions volontaires (d'ici mars 2023).
- 1.9 Publier un document éducatif destiné aux Canadiens pour les sensibiliser à ce que fait la communauté de la sécurité nationale, pourquoi elle le fait et comment elle procède, en faisant particulièrement référence aux efforts déployés par la communauté pour lutter contre la désinformation et la mésinformation qui visent à porter atteinte à notre système démocratique et à notre cohésion sociale (d'ici mars 2022).
- 1.10 Lancer un outil de mobilisation en ligne pour encourager le dialogue avec les Canadiens sur les problèmes de transparence en matière de sécurité nationale, en faisant particulièrement référence aux efforts déployés par la communauté de la sécurité nationale pour lutter contre la désinformation et la mésinformation qui visent à porter atteinte à notre système démocratique et à notre cohésion sociale (d'ici février 2023).

2. Jalon : continuer de protéger la démocratie au pays et à l'étranger, ainsi que le processus électoral et démocratique du Canada en luttant contre les menaces étrangères pour la démocratie

Indicateurs

2.1 Sommet pour la démocratie – Publier un rapport public annuel sur le mécanisme de réponse rapide du G7 qui vise à sensibiliser la population à l'ingérence étrangère, notamment à la désinformation parrainée par des États, et à renforcer la résilience de la société face à celle-ci. Ce rapport permettra d'informer la population des États membres du G7 sur les menaces et les contre-mesures les plus récentes (d'ici mars 2022).

2.2 Sommet pour la démocratie – Partager l'expérience du Canada sur la mise en œuvre de son plan visant à protéger la démocratie, par exemple, le Protocole public en cas d'incident électoral majeur et la Déclaration du Canada sur l'intégrité électorale en ligne, avec des partenaires nationaux et internationaux (décembre 2022).

2.3 Sommet pour la démocratie – Mobiliser des représentants provinciaux et territoriaux pour les sensibiliser aux menaces, notamment à la lutte contre les cybermenaces et à la désinformation visant les processus électoraux (d'ici l'automne 2022).

2.4 Sommet pour la démocratie – Réaliser l'engagement concernant la Déclaration du Canada sur l'intégrité électorale en ligne afin de renforcer la circulation d'information du gouvernement officielle et vérifiable dans l'écosystème d'Internet, notamment veiller à ce que les organismes de gestion électorale soient désignés comme la principale source d'information en ligne sur le lieu et la date du scrutin et la manière de voter (d'ici l'automne 2022).

2.5 Sommet pour la démocratie – Travailler de concert avec les entreprises de médias sociaux à la prochaine version de la Déclaration (d'ici l'automne 2022).

2.6 Sommet pour la démocratie – Le Canada établira un nouveau centre qui mettra l'aide et l'expertise du Canada à la disposition de tous ceux qui aspirent à consolider la paix, à faire avancer la justice, à promouvoir les droits de la personne et la démocratie, et à favoriser la bonne gouvernance (année fiscale 2023-2024).

2.7 Sommet pour la démocratie – Le Canada présidera l'Institut international pour la démocratie et l'assistance électorale (IDEA) en 2022 et, ce faisant, il soutiendra le travail de l'organisation en faveur de l'avancement de la démocratie dans le monde (d'ici décembre 2022).

2.8 Sommet pour la démocratie – En tant que coprésident de la Coalition pour la liberté des médias en 2022, le Canada prendra des mesures positives pour renforcer la capacité à défendre les journalistes dans le monde entier et à protéger le droit à la liberté d'expression, les médias d'intérêt public et la sécurité des journalistes (d'ici décembre 2022).

3. Jalon : prendre des mesures pour renforcer la confiance, l'inclusion et la cohésion sociale au Canadaⁱⁱ

Indicateurs

3.1 Sommet pour la démocratie – Surveiller les tendances dans la confiance à l’égard du gouvernementⁱⁱⁱ et relever les leçons retenues des autres pays en consultant les travaux et les enquêtes^{iv} de l’Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) sur les facteurs de confiance et la façon dont ils peuvent favoriser une meilleure cohésion sociale (d’ici l’automne 2022).

3.2 Sommet pour la démocratie – Appuyer la recherche pour mieux comprendre l’état du discours civique (en ligne et hors ligne) et la cohésion sociale au Canada (d’ici l’automne 2022).

3.3 Sommet pour la démocratie – Le Canada élaborera son premier plan d’action fédéral pour les communautés LGBTQ2 en vue d’améliorer les résultats des communautés LGBTQ2 au Canada sur les plans social, économique et de la santé et de faire progresser les droits de leurs membres à l’échelle internationale (d’ici décembre 2022).

4. Jalon : faire avancer l’inclusion numérique au pays et à l’étranger, principalement en définissant des normes mondiales, en favorisant la mobilisation multi-intervenants et en renforçant la communication et la sensibilisation

Indicateurs

4.1 Sommet pour la démocratie – Lancer un programme d’action pour la présidence canadienne de la Freedom Online Coalition de 2022 afin de promouvoir l’inclusion numérique qui favorisera une participation significative à la société en ligne et hors ligne, au pays et à l’étranger, en mettant l’accent^v sur l’élaboration de normes mondiales et l’expansion des réseaux diplomatiques, la promotion de la mobilisation de multi-intervenants et l’intensification des activités de défense, de communication et de sensibilisation (d’ici décembre 2022).

4.2 Mener une étude sur le paysage de la désinformation et en établir la cartographie dans les quatre régions du Sud (Moyen-Orient et Afrique du Nord, Amérique latine, Afrique subsaharienne et Asie); examiner les politiques et les acteurs; élaborer un programme de collaboration pour limiter la désinformation (d’ici au printemps 2022).

4.3 Appuyer des projets de recherche dans 18 pays sur l’étendue de la violence fondée sur le sexe (VFS) facilitée par la technologie (d’ici au printemps 2022).

4.4 Mener une étude sur la promotion d’un Internet féministe - infrastructure, données et discours, de l’intelligence artificielle aux communautés LGBTQI+ (lesbiennes, gaies, bisexuelles, transgenres, queers et intersexuées plus), au travail et à la violence fondée sur le sexe (VFS) (d’ici juin 2022).

4.5 Offrir du soutien à deux pays du Sud afin de promouvoir des approches transformatrices juridiques et en matière de genre pour mettre fin aux discours sexistes haineux en ligne [Inde et Brésil] (d’ici décembre 2022).

ⁱ Posté par jury.konga le 02/18/2022 à 9:24am

Je remarque que la plupart des indicateurs font référence à des événements annuels ou à un événement unique. Je suggère d'intégrer les messages aux événements civiques qui se déroulent au cours de l'année pour assurer la continuité des communications au sein des divers secteurs et des nombreuses collectivités.

ⁱⁱ Posté par Nicole Priddle le 02/18/2022 à 3:58pm

Seules la participation et la mobilisation nous permettront de réussir. Il semble que nous n'ayons pas obtenu beaucoup de succès par le passé. Récemment, j'ai entendu parler du concept de "l'acceptabilité sociale" dans le contexte du gouvernement ouvert et de la politique sur les données ouvertes. Il s'agit d'une façon de participer plus activement au renforcement de la démocratie. De nos jours, nous avons plus de possibilités d'être connectés, et pourtant, nous sommes plus déconnectés en tant que Canadiens de bien des façons.

ⁱⁱⁱ Posté par Nicole Priddle le 02/18/2022 à 3:56pm

J'ai terminé ma maîtrise en administration publique il y a plus de 20 ans. Il est décevant de voir la méfiance et le fort ressentiment envers le gouvernement qui existent en ligne et dans nos collectivités, entre autres. À mon avis, cela ne reflète pas la réalité des travaux menés par notre gouvernement. Il faut prendre des mesures supplémentaires pour lutter contre la désinformation. Malheureusement, les médias contribuent bien souvent à cette désinformation. Le gouvernement a accompli beaucoup de bonnes choses. D'après moi, il faut revoir dans quelle mesure les avantages offerts procurent de la valeur aux Canadiens en ce qui concernent les programmes actuels et futurs requis et une fonction publique forte. Je me demande si les rôles antérieurs et les attentes sont encore pertinents dans certains cas. Il y a beaucoup de méfiance qui découle du manque de clarté des rôles et du manque de compréhension des faits.

^{iv} Posté par jury.konga le 02/18/2022 à 9:28am

En ce qui concerne le gouvernement ouvert, la confiance est directement liée à la transparence du gouvernement. Même si les gouvernements montrent des exemples de transparence, ils sont très incohérents, ce qui alimente le manque de confiance à leurs égards. Le gouvernement doit prêcher par l'exemple.

^v Posté par jury.konga le 02/18/2022 à 9:33am

On ne saurait trop insister sur l'importance d'une véritable participation. Il faut démontrer que les consultations et les dialogues avec les Canadiens sont pris au sérieux et que la rétroaction est prise en compte et fait l'objet de suivi. Il faut indiquer le processus, l'examen des commentaires et les décisions prises à la suite des commentaires.